

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 04/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EMGEPE

59 Rue du Maréchal Leclerc
28110 Lucé

Références : 177/RAPVI
Code AIOT : 0010000177

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement EMGEPE implanté 59, rue du Maréchal Leclerc 28110 Lucé. L'inspection a été annoncée le 06/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMGEPE
- 59, rue du Maréchal Leclerc 28110 Lucé
- Code AIOT : 0010000177
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EMGEPE assure des prestations de préparation et laquage de pièces en sous-traitance.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Chauffage de l'atelier de peinture	Arrêté Préfectoral du 06/05/1987, article 2.5.16	Demande d'action corrective	2 mois
3	Contrôle périodique des moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/05/1987, article 1.7	Demande d'action corrective	2 mois
4	Produits dangereux : état des stocks	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/05/1987, article 1.1.1	Sans objet
5	Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Sans objet
6	Identification des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Sans objet
7	Stockages et rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/1987, article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée :

Tout projet de modifications à apporter à ces installations doit être avant réalisation porté à la connaissance du Préfet, Commissaire de la République, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

Constats :

Constat : pas d'écart constaté.

L'exploitant déclare que les activités exercées sur le site n'ont pas évolué depuis sa mise en service en 1986. L'exploitant confirme que son établissement est concerné par les rubriques suivantes :

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique	Quantité autorisée	Critère de classement	Seuil du critère de classement
2565	2-a	Enregistrement	Revêtement métallique ou traitement des surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique	11 900 litres	Procédés utilisant des liquides, volume des cuves affectées au traitement	Supérieur à 200 litres, mais inférieur ou égal à 1500 litres
2940	2-b	Déclaration avec contrôle périodique	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.	20 kg/j	Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction, autres procédés), quantité maximale des produits susceptibles d'être mise en œuvre	Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j

2940	3-b	Déclaration avec contrôle périodique	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc.	100 kg/j	Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre	Supérieure à 20 kg/j, mais inférieure ou égale à 200 kg/j
Type de suites proposées : Sans suite						

N° 2 : Chauffage de l'atelier de peinture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/1987, article 2.5.16
Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage de l'atelier de peinture
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le chauffage de l'atelier de peinture ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau ou vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C [...].</p> <p>Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier, s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat du 29/09/2022</u> : Absence de déconnexion des radiants du réseau de gaz alimentant l'atelier.</p> <p><u>Constat du 20/03/2025</u> : écart constaté, absence de déconnexion des radiants du réseau de gaz alimentant l'atelier.</p> <p>L'exploitant mentionne que, d'après la société Gaz dépannage, la condamnation de la vanne gaz par cadenas n'est plus autorisée. A l'exception de cette intervention, l'exploitant reconnaît qu'aucune autre action corrective n'a été mise en œuvre depuis la dernière visite d'inspection. Par conséquent, la non-conformité relevée lors de l'inspection du 29/09/2022 est maintenue en l'état.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Contrôle périodique des moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/1987, article 1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique des moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les vérifications et contrôles concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, devront faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - date et nature des vérifications - personne ou organisme chargé de la vérification - motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un incident, et dans ce cas nature et cause de l'incident. <p>Ce registre devra être tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat : écart constaté, les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état.</p> <p>L'exploitant présente le registre de sécurité sur lequel il est indiqué que les extincteurs du site ont été vérifiés le 27/01/2025 par la société Chubb. Lors de ce contrôle périodique, un extincteur à poudre de 50 kg situé dans l'atelier a été remplacé.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant mentionne que les installations électriques de son établissement ont fait l'objet d'une vérification complète par la société Dekra le 14/06/2024. D'après l'attestation Q18, les installations électriques présentent un risque d'incendie et d'explosion dû à un dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel.</p> <p>L'exploitant précise que le remplacement du disjoncteur général est prévu. A l'appui de ses propos, l'exploitant présente le devis de la société Esari (référence DV.251066 du 26/02/2025) sur lequel il est indiqué la mention manuscrite "commande passée".</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Produits dangereux : état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Produits dangereux : état des stocks
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours [...].
Constats : Constat : écart constaté, absence de registre recensant les produits dangereux détenus. L'exploitant ne détient pas de registre recensant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).
Constats : Constat : pas d'écart constaté. L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) sous format numérique qui lui permettent de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans son installation. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié par sondage la fiche de donnée de sécurité du produit "PZ4904ACF036-FREDODOX-Poudre apprêt". Rédigée en français, la FDS comporte l'identification de la substance et des dangers (mention H 412 : nocif pour les organismes aquatiques), les mesures de précaution et de sécurité, les informations

réglementaires...
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Identification des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des produits dangereux
Prescription contrôlée : [...] Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux [...].
Constats : Constat : pas d'écart constaté. Les produits dangereux stockés sont correctement identifiés (pictogrammes de dangers, nom du produit...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockages et rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages et rétentions
Prescription contrôlée : [...] Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés [...].
Constats : Constat : pas d'écart constaté. Les produits liquides sont stockés sur des étagères munies de bacs de rétention en acier. L'inspection des installations classées a contrôlé par sondage une étagère contenant une vingtaine de produits de base et de diluants Mankiewicz représentant 370 litres environ. La capacité de rétention associée à ce stockage étant estimée à 0,4 m ³ (soit 400 litres), celle-ci est donc conforme à la prescription susvisée.
Type de suites proposées : Sans suite